

# Ou va l'Algérie ? par Pierre FRANK

## II. — L'INDEPENDANCE (1)

L'insurrection commença le 1<sup>er</sup> novembre 1954 pour obtenir l'indépendance de l'Algérie. Les négociations qui s'ouvriront, en dépit des manœuvres du gouvernement français et de ses instruments messalistes, sont destinées à assurer en fait cette indépendance sous la forme d'une République algérienne, quelle que puisse être la longueur de ces négociations et quelle que soit, par ailleurs, la formule à laquelle on aboutira.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire toutes les variations des dirigeants français et aussi des directions des partis ouvriers traditionnels sur la question de l'Algérie : départements français, personnalité algérienne, nation en formation, etc., sans parler des diverses variantes de l'autodétermination. Aujourd'hui encore, la répression ne cesse de sévir contre les Algériens et, aussi, contre les Français qui ont pris parti pour l'indépendance de l'Algérie.

Mais cette indépendance a fait son chemin, et il ne sera désormais plus possible de faire machine arrière sur cette question. En un sens, le peuple algérien aura remporté une importante victoire. Mais l'indépendance, la souveraineté nationale obtenue, cela ne constitue qu'un cadre ; et des problèmes qui affleuraient à la surface déjà au cours des années de lutte passées et qui se trouveront imbriqués au cours des négociations, se poseront désormais avec une force décuplée. Dans le terme d'indépendance interviennent des notions et des aspirations différentes suivant les diverses couches de la population.

A sa façon, de Gaulle a posé le problème : il s'agit pour lui, représentant de l'impérialisme français, de savoir si l'Algérie indépendante sera du type de la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny ou de la Guinée de Sekou Touré (propos rapporté au procès Lagailarde).

### LES DEUX REVOLUTIONS

Plus généralement ce problème s'est posé et se pose dans tous les pays où la lutte anti-impérialiste, la révolution coloniale se développe. Il y a quelques années, Nasser résumait en ces termes les observations qu'il avait faites de son expérience à la tête du mouvement qui libéra l'Egypte de la monarchie :

« ...Notre crise réelle est que nous traversons deux révolutions, et pas seulement une seule. Chaque peuple sur la terre traverse deux révolutions : une révolution politique au moyen de laquelle il arrache le moyen de se gouverner lui-même des mains de la tyrannie ou de l'armée qui stationne sur son sol contre sa volonté, et une révolution sociale impliquant le conflit des classes qui s'arrête quand la justice est assurée aux habitants de la nation unie.

« Les peuples nous précédant sur la voie du progrès humain ont traversé deux révolutions, mais ils n'ont pas eu à faire face aux deux en même temps... Mais pour nous la terrible expérience que traverse notre peuple est que nous avons les deux révolutions en même temps. » (« Philosophie de la révolution »).

Sous une formule erronée (deux révolutions), Nasser exprime une réalité profonde pour tous les pays coloniaux et semi-coloniaux : la lutte qu'ils poursuivent à l'heure présente combine de façon indissociable une lutte pour l'indépendance nationale avec une révolution sociale pour une société se développant vers le socialisme.

Cet aspect se montrait déjà, avons-nous écrit plus haut, au cours des années pendant lesquelles le combat militaire et politique paraissait éclipser toute autre considération. Nous nous bornons à renvoyer à des livres comme « le Front », de Davezies, « l'An V de la révolution algérienne », de Fanon, où l'on voyait nettement que le peuple algérien ne se libérait pas seulement de l'oppression impérialiste imposée sur lui depuis tant d'années, mais aussi se transformait intérieurement et aspirait à de nouveaux rapports sociaux. La puissance de ce mouvement interne du peuple algérien est si considérable que les dirigeants de la lutte pour l'indépendance, les membres du G.P.R.A., dans les textes officiels, recourent à l'expression « révolution algérienne ».

### LA RESISTANCE DE L'IMPERIALISME

Dès maintenant, les hommes d'affaires, les politiciens à leur service, et aussi les journalistes qui ne peuvent penser que dans le cadre de l'ordre bourgeois, sonnent l'alarme.

« Instruits par l'expérience des Etats voisins, les hommes d'affaires craignent que l'évolution politique de l'Algérie dans les prochains mois ou les prochaines années ne conduise à des difficultés syndicales (hausse des salaires, réglementation de l'embauche, interdiction des licenciements), à un marasme temporaire ou durable des affaires, au contrôle des transferts, voire même à la dépossession des entreprises françaises. » (Extraits d'une note de la Caisse d'équipement de l'Algérie, rapportée dans « le Monde », 13 janvier 1961.)

La conception capitaliste s'y étale sans vergogne. On peut à la rigueur être hommes d'affaires dans un nouvel Etat, « indépendant », mais à condition d'y maintenir des bas salaires, de pouvoir embaucher et flanquer à la porte qui l'on veut, et faire ce qu'on veut de ses profits en quelque endroit sur la terre. Sinon, à quoi bon faire des affaires...

### L'U.G.T.A. DANS LA REVOLUTION

Face à cette conception, se dresse celle des masses travailleuses, exprimée sous la forme suivante par Rahmoun Dekkar, un des secrétaires de l'U.G.T.A. :

« Si le paysan et l'ouvrier ont pris le fusil, ce n'est pas pour conquérir un drapeau et un hymne national... C'est pour la réforme agraire... Notre lutte est une lutte de classe... Leur participation à la lutte armée d'aujourd'hui garantit aux travailleurs leur droit à la direction du pays de demain. »

Cette garantie n'est malheureusement pas encore assurée et les militants de la Révolution algérienne doivent montrer la vigilance la plus grande, précisément au moment où s'engagent les pourparlers, parce que les plus grandes pressions

(1) Voir dans le N° 114, mars 1961, le commencement de cette série sur l'avenir de l'Algérie.